

*Initiatives ministérielles*

voulaient donc remédier à la situation. C'est pourquoi nous avons conclu cet accord.

L'une des façons d'inverser la tendance en question consistait à accroître la valeur du dollar canadien. Les taux d'intérêt ne suivent pas le rythme de l'inflation, mais dépendent plutôt du cours du dollar. Lorsque ce cours chute, les taux d'intérêt augmentent. Lorsque la chute est un peu plus prononcée, l'augmentation des taux d'intérêt est encore plus marquée. Si le dollar dépasse un certain point, alors les taux d'intérêt demeurent stables pendant un certain temps. M. Crow a déclaré avoir commis une erreur lorsqu'il a réduit le taux en janvier, mais c'est le cours du dollar qui compte, en réalité.

Le Canada s'est engagé auprès des États-Unis à faire tout en son pouvoir pour améliorer leur balance commerciale avec nous. Nous réalisons l'objectif en question en faisant monter le cours du dollar au point de créer du chômage, de restreindre les débouchés pour nos entreprises au Canada, de réduire les impôts que nous pourrions percevoir des sociétés, d'accroître notre déficit et de nuire à notre économie de toutes les façons possibles—tout cela dans le but d'aider les Américains.

Dans une certaine mesure, même si ce projet de loi d'emprunt est censé servir aux travaux publics et à d'autres fins, on le présente parce que nous avons besoin de l'argent en question pour financer notre dette extérieure toujours croissante. Nous devons avoir l'argent nécessaire pour rembourser cette dette, mais il est temps de commencer à faire comprendre à ceux qui sont censés remettre sur pied notre économie, que leur remède, leur traitement, ne donne pas les résultats escomptés. Qu'ils changent de remède ou de traitement ou qu'ils se retirent et laissent la place à quelqu'un qui saura prendre en main notre économie et faire du Canada un pays où il fera bon vivre pour tous.

**M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester):** Monsieur le Président, j'ai écouté le député avec intérêt. Je le félicite pour son exposé.

Je me demande s'il pourrait donner des détails sur la question de savoir si et quand la valeur du dollar canadien est influencée par les emprunts étrangers par opposition aux emprunts au Canada. Pourrait-il approfondir un peu la question?

**M. Stupich:** Monsieur le Président, quand nous empruntons à l'étranger, nous devons payer les taux d'intérêt qui nous sont imposés. Si notre économie semble traverser une crise ou s'il y a des problèmes politiques—il y en a des indices maintenant—alors les bailleurs de fonds étrangers demandent un taux d'intérêt plus élevé.

• (1140)

Ces derniers ont d'autres possibilités qui s'offrent à eux. On parle maintenant de ce qui pourrait arriver en Allemagne à propos des taux d'intérêt, quand il n'y aura plus qu'un mark unique pour les deux Allemagnes. Le Japon devra peut-être augmenter ses taux d'intérêt. Les bailleurs de fonds cherchent des occasions de prêter de l'argent et ils choisissent les meilleurs endroits et les meilleurs taux.

Pour que le Canada se procure l'argent dont il a besoin pour conserver le mode de vie auquel nous sommes habitués, à savoir importer plus que nous exportons, il faut que nous payons davantage d'intérêts, ce qui signifie que nous devons augmenter nos impôts et accroître les recettes du gouvernement en vendant des produits. Nous ne pouvons pas faire marcher la planche à billets, il faut que nous exportions. C'est le seul moyen d'y parvenir.

Pendant la guerre, le Canada comptait un million de personnes sous les drapeaux. J'étais du nombre et c'est peut-être le cas d'autres députés. Nous produisions tout ce qui était nécessaire à notre consommation. Nous produisions des marchandises pour essayer de remplir l'Atlantique. Les navires qui transportaient des marchandises fabriquées au Canada étaient coulés, les uns après les autres. Nous n'avons pas comblé la brèche, mais nous avons donné du travail à tout le monde. C'était formidable et l'économie était en plein essor. Nous y sommes parvenus sans emprunter un sou à l'étranger parce que personne n'avait d'argent à nous prêter à cette époque-là. On peut y arriver si nous sommes prêts à le faire nous-mêmes dans notre propre pays. Il est temps que nous commencions à nous serrer la ceinture au Canada.

**M. Guy Ricard (Laval):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les propos du dernier orateur. Il a déclaré qu'un jour ou l'autre, le Canada devra exporter plus qu'il n'importe.

Je me souviens très bien qu'au moment où nous avons discuté de l'Accord de libre-échange, son parti était tout à fait contre. Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi il y a deux positions opposées au sein de son parti?

**M. Stupich:** Monsieur le Président, il n'y a pas deux positions. Si nous étions tout à fait contre l'Accord de libre-échange, c'est parce qu'il n'avantageait pas du tout le Canada. Nous étions favorables au commerce international, nous le sommes encore et nous le serons toujours. Nous appuyons le GATT parce qu'il s'agit d'un accord commercial. L'accord qu'ont signé le premier ministre et celui qui était à l'époque président des États-Unis avait été élaboré aux États-Unis au profit des États-Unis. Il s'agissait d'un accord qui allait à l'encontre des intérêts du Canada et c'est pour cela que nous nous y sommes opposés, parce qu'il ne favorisait en rien le Canada.